



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/38
24 mai 2018

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Quatre-vingt-unième réunion
Montréal, 18 – 22 juin 2018

PROPOSITION DE PROJET : INDONÉSIE

Le présent document contient les observations et la recommandation du Secrétariat du Fonds sur la proposition de projet suivante :

Élimination

- Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, deuxième tranche)

PNUD et
Banque mondiale

FICHE D'ÉVALUATION DU PROJET – PROJETS PLURIANNUELS

Indonésie

(I) TITRE DU PROJET	AGENCE	RÉUNION D'APPROBATION	MESURE DE CONTRÔLE
Plan d'élimination des HCFC (phase II)	PNUD (principale), Banque mondiale	76 ^e	55% d'ici 2023

(II) DERNIÈRES DONNÉES DE L'ARTICLE 7 (Annexe C Groupe I)	Année : 2017	239,79 (tonnes PAO)
---	--------------	---------------------

(III) DERNIÈRES DONNÉES SECTORIELLES DU PROGRAMME DU PAYS (tonnes PAO)								Année : 2017	
Produits chimiques	Aérosol	Mousse	Lutte contre l'incendie	Réfrigération		Solvants	Agent de transformation	Utilisation en laboratoire	Consommation totale du secteur
				Fabrication	Entretien				
HCFC-22					174,41				174,41
HCFC-123			1,04		1,16				2,20
HCFC-141b		62,70							62,70
HCFC-142b					0,42				0,42
HCFC-225						0,07			0,07

(IV) DONNÉES SUR LA CONSOMMATION (tonnes PAO)			
Référence 2009 - 2010 :	403,9	Point de départ pour les réductions globales durables :	403,9
CONSOMMATION ADMISSIBLE AU FINANCEMENT (tonnes PAO)			
Déjà approuvée :	219,33	Restante :	184,59

(V) PLAN D'ACTIVITÉS		2018	2019	2020	Après 2020	Total
PNUD	Élimination des SAO (tonnes PAO)	7,65	0	0	10,77	18,42
	Financement (\$ US)	806 245	0	0	1 134 613	1 940 858
Banque mondiale	Élimination des SAO (tonnes PAO)	13,00	0	0	10,09	23,09
	Financement (\$ US)	1 365 907	0	0	1 062 372	2 428 279

(VI) DONNÉES DU PROJET			2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Limites de consommation du Protocole de Montréal			363,51	363,51	363,51	363,51	262,54	262,54	262,54	262,54	n/a
Consommation maximale admissible (tonnes PAO)			363,51	363,51	323,12	323,12	252,44	252,44	252,44	181,76	n/a
Financement convenu (\$ US)	PNUD	Coûts de projet	2 233 114	0	753 500	0	0	627 086	0	433 300	4 047 000
		Coûts d'appui	156 318#	0#	52 745#	0#	0#	43 896#	0#	30 331#	283 290#
	Banque mondiale	Coûts de projet	1 985 743#	0#	1 276 549#	0#	0#	992 871#	0#	0#	4 255 163#
		Coûts d'appui	139 002#	0#	89 358#	0#	0#	69 501#	0#	0#	297 861#
Fonds approuvés par ExCom (\$ US)		Coûts de projet	4 218 857#	0							4 218 857#
		Coûts d'appui	295 320#	0							295 320#
Total du financement demandé pour approbation à cette réunion (\$US)		Coûts de projet			2 030 049#						2 030 049#
		Coûts d'appui			142 103#						142 103#

Recommandation du Secrétariat :	À examiner individuellement
---------------------------------	-----------------------------

DESCRIPTION DU PROJET

1. Au nom du gouvernement de l'Indonésie, le PNUD, à titre d'agence d'exécution principale, a présenté une demande de financement pour la deuxième tranche de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), au montant total de 2 172 152 \$US, comprenant 753 500 \$US, plus les coûts d'appui d'agence de 52 745 \$US, pour le PNUD et 1 276 549 \$US, plus les coûts d'appui d'agence de 89 358 \$US, pour la Banque mondiale.¹ La demande inclut un rapport périodique sur la mise en œuvre de la première tranche ainsi que le plan de mise en œuvre de la tranche pour 2018 à 2020.

2. À sa 80^e réunion, le Comité exécutif a examiné le rapport périodique annuel sur la mise en œuvre de la troisième et dernière tranche de la phase I du PGEH, soumis par le PNUD, conformément à la décision 76/47(d).² Bien que le rapport périodique annuel de la phase I sera soumis à la 82^e réunion, un rapport sommaire sur les progrès réalisés depuis la 80^e réunion a été remis par le PNUD. Ce rapport décrit les activités dans le secteur de fabrication des mousses qui pourraient avoir une incidence sur la mise en œuvre de la phase II du PGEH et il a donc été inclus dans le présent document.

Rapport sur la consommation de HCFC

3. Le gouvernement de l'Indonésie a déclaré une consommation de 239,79 tonnes PAO de HCFC en 2017. La consommation de HCFC pour la période de 2013 à 2017 est présentée dans le tableau 1.

Tableau 1. Consommation de HCFC en Indonésie (Données en vertu de l'article 7 pour 2013-2017)

HCFC	2013	2014	2015	2016	2017	Référence
Tonnes métriques						
HCFC-22	2 977,1	2 944,2	1 892,9	3 267,5	3 171,0	4 861,9
HCFC-123	100,5	108,8	101,9	123,6	110,0	192,2
HCFC-124	0	0	0	0	0	0,1
HCFC-141b	1 300,0	843,0	420,0	560,0	570,0	1 205,9
HCFC-142b	6,4	4,5	0	10,0	6,41	0
HCFC-225	19,4	12,2	4,6	3,1	1	0,3
Total (mm)	4 403,4	3 912,7	2 419,35	3 964,32	3 858,41	6 260,4
Tonnes PAO						
HCFC-22	163,7	161,9	104,11	179,71	174,41	267,4
HCFC-123	2,0	2,2	2,04	2,47	2,20	3,8
HCFC-124	0	0	0	0	0	0
HCFC-141b	143,0	92,7	46,2	61,6	62,70	132,6
HCFC-142b	0,4	0,3	0	0,65	0,42	0,0
HCFC-225	1,4	0,9	0,32	0,22	0,07	0,0
Total (ODP tonnes)	310,52	257,98	152,67	244,66	239,79	403,9

4. La consommation totale de HCFC en 2016 et 2017 était inférieure de 39 et 41 pour cent, respectivement, à la valeur de référence pour l'Indonésie. Par rapport à 2015, la consommation a considérablement augmenté en raison de la reprise économique dans le pays. Depuis l'interdiction du HCFC-22 dans la réfrigération et la fabrication et l'assemblage de climatiseurs, le HCFC-22 est consommé exclusivement pour l'entretien et le HCFC-141b comme agent de gonflage des mousses exclusivement. La consommation de HCFC-123 sert à l'installation et l'entretien des refroidisseurs dans le secteur de la protection contre les incendies. La consommation de HCFC-225, utilisé pour le revêtement des seringues et des tiges de pistons, a continué de diminuer étant donné la disponibilité d'une solution de remplacement pour le revêtement des seringues; l'entreprise qui consomme encore du HCFC-225 pour le revêtement des tiges de pistons est en train de développer une solution de remplacement. Le HCFC-142b est consommé comme une composante du R-406A qui avait été conçue comme produit de remplacement pour les équipements à base de CFC-12.

¹ Selon la lettre du ministère de l'Environnement des Forêts de l'Indonésie, adressée au PNUD en date du 23 avril 2018.

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/12.

Rapport sur la mise en œuvre du programme de pays

5. Le gouvernement de l'Indonésie a communiqué des données pour le secteur de la consommation des HCFC dans le rapport sur la mise en œuvre du programme de pays de 2017, qui correspondent aux données déclarées en vertu de l'article 7 du Protocole de Montréal.

Rapport sur la mise en œuvre de la phase I du PGEH depuis la 80^e réunion

6. Les entreprises de climatisation résidentielle ayant bénéficié d'une assistance durant la phase I ont terminé leur reconversion; toutefois à l'exception de l'une d'entre elles (PT. Panasonic Indonesia), ces entreprises ne sont pas encore en mesure de fabriquer des équipements avec la technologie au HFC-32 (convenue) en raison de la disponibilité commerciale limitée des compresseurs et des composantes, de l'absence d'une demande pour les équipements à base de HFC-32 sur le marché local et du coût plus élevé des équipements à base de HFC-32 par rapport aux autres équipements disponibles dans le pays. Cet enjeu est décrit dans le document Rapports de situation et rapports sur les projets comportant des exigences spécifiques de remise de rapports, présenté à la 81^e réunion³.

7. PT. Panasonic Indonesia a donné des formations sur la technologie à base de HFC-32 à ses techniciens et concessionnaires. D'autres entreprises devraient suivre, notamment lorsque la disponibilité des compresseurs à base de R-32 et les conditions du marché s'amélioreront.

8. Une des deux sociétés de formulation ayant bénéficié d'une assistance durant la phase I pour introduire des formulations de polyols à base de cyclopentane et d'hydrofluoro-oléfinés (HFO) (PT Sutindo Chemical Indonesia) a terminé sa reconversion, tandis que l'autre (PT.TSG Chemical, avec une allocation de financement de 301 538 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 22 615 \$US pour la Banque mondiale) envisage de se retirer du projet. En outre, une petite entreprise de mousse (CV.Laksana Teeknik Makmur) s'est retirée du projet et le financement alloué à sa reconversion (35 000 \$US plus des coûts d'appui d'agence de 2 450 \$US pour la Banque mondiale) sera retourné au Fonds multilatéral.

9. Quant au secteur de l'entretien, jusqu'à présent, plus de 14 000 techniciens sont inscrits à une application en ligne pour un Outil de surveillance des frigorigènes (MAWAS) qui inclut des informations sur le nombre de techniciens, le lieu des ateliers d'entretien, les types de services et le frigorigène utilisé.

10. En date de mars 2018, sur le montant de 12 692 684 \$US approuvé pour la phase I, 10 955 939 \$US (86 pour cent) ont été décaissés (à savoir 7 935 320 \$US pour le PNUD, 777 208 \$US pour l'ONUDI, 2 035 511 \$US pour la Banque mondiale et 191 035 \$US pour le gouvernement de l'Australie).

Rapport périodique sur la mise en œuvre de la première tranche de la phase II

Cadre juridique

11. Le gouvernement a interdit l'utilisation du HCFC-22 et du HCFC-141b dans les secteurs de la fabrication et de l'assemblage des climatiseurs résidentiels à compter du 1^{er} janvier 2015 et il a retiré le HFC-32 de la liste des substances hautement inflammables.

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/10.

Activités dans le secteur de la fabrication*Secteur de fabrication de la mousse de polyuréthane (PU)*

12. Durant la phase II, l'Unité nationale de l'ozone (UNO) fournira des incitatifs financiers à 213 entreprises de mousse admissibles qui n'ont pas été couvertes durant la phase I pour leur reconversion à un agent de gonflage au cyclopentane ainsi qu'à deux sociétés de formulation pour l'introduction de formulations de polyols à base de cyclopentane et de HFO en vue de l'élimination complète du HCFC-141b d'ici 2021. Jusqu'à présent, des entreprises grandes et moyennes ainsi qu'une société de formulation ont signé des ententes sur des technologies de remplacement pour les mousses (FTRA) et les reconversions sont à différents stades de mise en œuvre, tel qu'indiqué au tableau 2.

Tableau 2. Situation des entreprises qui ont signé des ententes de remplacement

Groupe	Entreprise	Consommation de HCFC-141b en 2014 (tm)	Solution de remplacement proposée	État du projet	Date d'achèvement prévue (mois/année)
Groupe 1: Grandes entreprises	Cahaya Perdana Plastik, PT.	32,835	Cyclopentane	Installation de la machine en cours	Déc. 2018
	Cahaya Merah Delima, PT.	29,315	Cyclopentane	Installation de la machine en cours	Déc. 2018
	Dasa Windu Agung, PT.	46,610	Cyclopentane	Fabrication de la machine en cours	Déc. 2018
	Maspion Plastic and Metal Industry, PT.	39,550	Cyclopentane	Installation de la machine en cours	Déc. 2018
Groupe 2: Entreprises moyennes	Ricwil Indonesia, PT.	11,413	Cyclopentane prémélangé	Fabrication de la machine en cours	Selon la date de livraison de la machine
	Bina Tehnik, CV.	15,700	Cyclopentane prémélangé	Installation de la machine en cours	Déc. 2018
	Tamacool, CV.	5,175	Cyclopentane prémélangé	Rénovation de la machine en cours	Déc. 2018
	Willich Isolasi Pratama, PT.	8,416	Cyclopentane prémélangé	Fabrication de la machine en cours	Déc. 2018
Société de formulation	Bina Arta, PT.		Cyclopentane et HFO	Fabrication de la machine en cours	Selon la disponibilité des HFO
	MCNS Polyurethane Indonesia PT.		Cyclopentane et HFO	Pas encore démarré	Pas encore décidé
Total		189,014			

13. En outre, l'UNO, la Banque mondiale et un consultant technique ont effectué des visites dans quatre autres entreprises de mousse du Groupe 2, à savoir, PT. Saka Baja, CV. Duta Teknik, PT. Alsun Suksesindi et PT. Central Mandiri Cemerlang, qui envisagent la possibilité de rénover leurs équipements existants ou d'acheter des équipements neufs.

Activités dans le secteur de l'entretien de la réfrigération

14. Le document de projet entre le gouvernement de l'Indonésie et le PNUD a été signé le 20 décembre 2017 et les activités suivantes ont été entreprises :

- (a) L'UNO a évalué les exigences des besoins d'équipements pour les établissements de formation sur les climatiseurs à travers le pays;
- (b) Trente-deux techniciens de climatisation ont reçu une formation sur la gestion des SAO et l'appauvrissement de la couche d'ozone, sur les systèmes de réfrigération et leur entretien; 27 de ces techniciens ont obtenu un certificat de compétences de l'Agence nationale de certification professionnelle (BNSP). Une formation de suivi a également

été offerte sur le Protocole de Montréal, les SAO, les nouvelles technologies de climatisation, incluant la technologie à base de HFC-32, et sur les normes de sécurité;

- (c) La norme nationale de compétence professionnelle pour la manipulation des frigorigènes a été mise à jour afin de refléter les technologies disponibles en Indonésie, incluant le HFC-32, et les normes de sécurité; et
- (d) Vingt trousseaux de détecteurs de frigorigènes portables avec accessoires ont été commandés et à la livraison, elles seront distribuées par l'UNO qui donnera la formation nécessaire sur leur utilisation.

Unité de gestion des projets

15. La procédure normale de fonctionnement de l'Unité de gestion des projets a été mise à jour pour tenir compte des exigences de la phase II. Pour la gestion du secteur des mousses, l'UNO a embauché trois employés.

Taux de décaissement du financement

16. En date de mai 2018, sur le montant de 4 218 857 \$US approuvé jusqu'à présent (2 233 114 \$US pour le PNUD et 1 985 743 \$US pour la Banque mondiale), un montant de 990 737 \$US (23,48 pour cent) a été décaissé (76 900 pour le PNUD et 913 837 \$US pour la Banque mondiale). Le solde de 3 228 120 \$US sera décaissé entre 2018 et 2021.

Plan de mise en œuvre pour la deuxième tranche du PGEH

17. Les activités suivantes seront mises en œuvre au cours des trois prochaines années :

Activités dans le secteur manufacturier

Secteur de fabrication de la mousse de polyuréthane (PU)

18. D'ici la fin décembre 2018, la plupart des entreprises des Groupes 1 et 2 mentionnées au tableau 2 ci-dessus devraient avoir terminé leur reconversion technologique, incluant l'installation d'une nouvelle machine et la destruction de la machine à base de HCFC. Les quatre dernières entreprises du Groupe 2 devraient signer leur entente FTRA d'ici 2019 et démarrer leurs processus de reconversion.

19. La préparation d'un système de coupons qui permettrait à quelques 200 PME (Groupe 3) d'acheter des formulations à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG) à un coût réduit auprès des sociétés de formulation sera amorcée en 2018, en collaboration avec le ministère des Finances et le ministère de la Planification du développement national, incluant la réglementation exigée pour le décaissement aux PME et la méthode de déclaration. Il est prévu que la mise en œuvre du système de coupons débute en 2019 pour s'achever à la fin de 2020. A partir du 1^{er} janvier 2021, l'utilisation et les importations de HCFC-141b à l'état pur ou prémélangé seront interdites en Indonésie.

20. La société de formulation PT. Bina Arta commencera l'installation d'une machine en 2018; une fois le système de coupons établi et prêt à être mis en œuvre, la société de formulation sera en mesure de fournir des polyols sans HCFC-141b à ses utilisateurs en aval. Il n'est pas certain que la deuxième société de formulation, PT. MCNS Polyurethane Indonesia, continue à participer au projet; l'UNO cherche à savoir si une autre société de formulation, PT. Intimas Chemindo, qui initialement avait décliné de participer à la phase II, souhaiterait maintenant y participer.

Activités dans le secteur de l'entretien de la réfrigération

21. Les activités suivantes sont prévues :

- (a) Formation à l'intention de l'agence des douanes pour surveiller et prévenir le commerce illicite des HCFC;
- (b) Fourniture d'équipements aux techniciens, aux établissements de formation et aux ateliers d'entretien pour améliorer les compétences des techniciens dans la manipulation des frigorigènes afin d'éviter le rejet de frigorigènes, incluant les outils d'entretien (par ex. pinces et outils de coupe, outils de sertissage et collecteurs de frigorigènes), des équipements de récupération, des pompes à vide et des détecteurs de frigorigènes;
- (c) Renforcement des capacités axé sur la formation des formateurs pour la manipulation des frigorigènes de remplacement; révision et mise à jour du matériel de formation et des programmes pour les techniciens d'entretien en vue d'utiliser la nouvelle technologie de remplacement; et faciliter l'obtention de la certification pour les techniciens de climatisation et les formateurs;
- (d) Activités de sensibilisation pour encourager les utilisateurs finaux à recourir à des technologies écologiques, à faible PRG et sans HCFC, dans les sous-secteurs de la climatisation résidentielle ainsi qu' à des techniciens certifiés pour l'entretien; et
- (e) Élaboration d'un règlement sur la certification obligatoire des techniciens en commençant par un système volontaire.

Unité de gestion des projets

22. L'Unité de gestion des projets est maintenue et elle entreprendra la vérification des cibles de consommation.

OBSERVATIONS RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT**OBSERVATIONS**Rapport de vérification

23. Avant de soumettre la demande pour la tranche, le PNUD a précisé que la préparation du rapport de vérification était en cours mais qu'il ne serait pas prêt pour la 81^e réunion. Il a donc été convenu, conformément à la décision 72/19, que le financement approuvé au titre de la deuxième tranche ne serait transféré qu'une fois que le Secrétariat aurait examiné le rapport de vérification et confirmé que le gouvernement respecte le Protocole de Montréal et son Accord conclu avec le Comité exécutif. En outre, il a été convenu que dans le cas où le rapport de vérification ne serait pas soumis d'ici le 31 juillet 2018, le financement approuvé au titre de la deuxième tranche serait retourné au Fonds multilatéral et la demande de financement pour la deuxième tranche de la phase II serait soumise de nouveau, avec le rapport de vérification, lors d'une prochaine réunion.

Rapport périodique sur la mise en oeuvre de la première tranche du PGEH*Cadre juridique*

24. Le gouvernement de l'Indonésie a déjà fixé les quotas d'importation de HCFC pour 2018 à 236,38 tonnes PAO, ce qui est inférieur aux cibles de réglementation du Protocole de Montréal.

25. Le Secrétariat a demandé des précisions sur l'instauration d'un système national de consignation des quantités de HCFC-141b contenues dans les polyols prémélangés importés, en appui à l'interdiction des importations de HCFC-141b en vrac et contenu dans les polyols prémélangés importés, d'ici le 1^{er} janvier 2021, tel qu'exigé par la décision 76/38 (c). Le PNUD a indiqué que le gouvernement devrait effectuer une étude sur le HCFC-141b contenu dans les polyols prémélangés importés car c'est une substance aucunement réglementée en Indonésie et puisqu'il n'existe dans le système harmonisé qu'un seul code pour tous les polyols prémélangés, il serait difficile d'obtenir des données fiables sur le HCFC-141b contenu dans le polyol prémélangé importé. A la mi-2019, l'UNO entamera la préparation de règlements sur l'interdiction de l'utilisation et de l'importation de HCFC-141b à l'état pur et sous forme prémélangée, une fois l'étude sur le HCFC-141b contenu dans les polyols prémélangés achevée.

Activités dans le secteur manufacturier

Secteur de fabrication de la mousse PU

26. Des progrès considérables ont été réalisés dans la mise en œuvre des reconversions dans les entreprises de mousse des Groupes 1 et 2, puisque toutes les entreprises ont, soit déjà signé leur FTRA, ou reçu la visite d'un représentant de l'UNO, de la Banque mondiale et d'un consultant technique. La reconversion des entreprises du Groupe 3 (à savoir des PME) dépend des sociétés locales de formulation qui doivent achever leur reconversion pour pouvoir fournir des formulations prémélangées à base de HFO. La Banque mondiale a précisé que les HFO ne sont pas encore disponibles à des prix compétitifs dans le pays; la production commerciale de HFO en Chine devrait débiter à la mi-2019 et le système de coupons pour les entreprises du Groupe 3 devrait démarrer peu après.

27. Prenant note du rôle important des sociétés de formulation dans l'approvisionnement des entreprises de mousse en formulations de polyols prémélangés à faible PRG et sans HCFC-141b et qui contribuent ainsi au succès de l'instauration du système de coupons, le Secrétariat a jugé pertinent que la société de formulation (PT. Intimas Chemindo) qui initialement avait décliné de participer à la phase II et qui souhaite maintenant le faire, soit incluse dans le PGEH, au cas où PT. MCNS Polyurethane Indonesia décide de se retirer du PGEH. Le PNUD, à titre d'agence principale, avec l'aide de la Banque mondiale, pourrait poursuivre les discussions avec PT. TSG Chemical qui devait bénéficier d'une assistance durant la phase I, et PT. MCNS Polyurethane Indonesia afin de savoir si elles s'engagent toujours à poursuivre leur reconversion; sinon l'aide du Fonds multilatéral cesserait et le financement associé serait retourné. Si PT. MCNS Polyurethane Indonesia décide de se retirer du projet, le PNUD et la Banque mondiale pourraient confirmer si PT. Intimas Chemindo s'engagerait à participer au PGEH, et dans ce cas, évaluer son admissibilité au financement afin que le Comité exécutif puisse envisager l'approbation du changement d'entreprise bénéficiaire.

Activités dans le secteur de l'entretien de la réfrigération

28. Quant à l'état du système de certification des techniciens, le PNUD a précisé que le système actuel fonctionne sur une base volontaire et qu'il est réglementé par le ministère de l'Environnement. La mise à jour de la norme nationale de compétence professionnelle est en cours, en collaboration avec le ministère de la Main d'œuvre. Une fois finalisé, le système de certification deviendra obligatoire pour tous les techniciens de climatisation.

Unité de gestion des projets

29. Dans son rapport sur le secteur des mousses, la Banque mondiale a indiqué que le financement pour l'assistance technique et pour l'Unité de gestion des projets inscrit à la phase II, a été alloué à la phase I. Le Secrétariat a précisé que le financement approuvé durant la phase I ne peut servir à financer des activités approuvées pour la phase II, car cela contreviendrait à chacun des accords conclus pour la phase I et la phase II entre le gouvernement et le Comité exécutif. Par ailleurs, le fait de ne pas distinguer

les différentes phases au niveau des activités et du financement pourrait mener à un projet unique, sans imputabilité claire des dépenses par rapport aux activités jusqu'à l'achèvement de toutes les activités de l'ensemble du PGEH. La Banque mondiale a précisé qu'un montant de 5 278 \$US a été décaissé pour de l'assistance technique et un montant de 11 587 \$US pour l'Unité de gestion des projets; elle a corrigé, en conséquence, le montant total du décaissement pour la première tranche de la phase II, soit 913 387 \$US, et 2 035 511 \$US pour la phase I.

Conclusion

30. Avec l'aide du PNUD et de la Banque mondiale, l'Indonésie a réalisé des progrès considérables dans la mise en œuvre de la première tranche de la phase II de son PGEH. Pour 2017, le niveau de consommation de l'Indonésie était inférieur au niveau prescrit par le Protocole de Montréal et dans son Accord avec le Comité exécutif. Le taux de décaissement est de 23 pour cent. Dans le secteur des mousses, toutes les entreprises des Groupes 1 et 2 ont soit signé leur accord et débuté la mise en œuvre de leur reconversion ou bien elles ont reçu la visite d'un représentant de l'UNO, de la Banque mondiale et d'un consultant technique. Tandis que la participation de deux sociétés de formulation, l'une durant la phase I et l'autre durant la phase II, reste incertaine, il se peut qu'une société de formulation admissible se joigne à la phase II, ce qui contribuerait à assurer la disponibilité de formulations à faible PRG pour les entreprises du Groupe 3. La formation des formateurs, la fourniture d'équipements aux établissements de formation et les efforts entrepris pour la mise à jour des programmes de formation et de la norme nationale de compétence professionnelle, vont probablement continuer à renforcer le secteur de l'entretien et à assurer la viabilité à long terme de ces activités.

RECOMMANDATION

31. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- (a) Prendre note :
 - (i) Du rapport périodique sur la mise en œuvre de la première tranche de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour l'Indonésie ;
 - (ii) Du retour d'un montant de 35 000 \$US, plus les coûts d'appui d'agence de 2 450 \$US pour la Banque mondiale, associé au retrait de l'entreprise de mousse CV. Laksana Teknik Makmur, à la 81^e réunion;
- (b) Demander au PNUD, à titre d'agence principale, avec l'assistance de la Banque mondiale de :
 - (i) Poursuivre les discussions avec les sociétés de formulation PT.TSG Chemical Indonesia et PT.MCNS Polyurethane Indonesia, qui ont bénéficié d'une assistance durant les phases I et II du PGEH respectivement, afin de savoir si elles restent déterminées à poursuivre leur reconversion; sinon le financement associé serait retourné au Fonds multilatéral à la 82^e réunion;
 - (ii) Confirmer que la société de formulation PT.Intimas Chemindo qui avait décliné initialement de participer à la phase II du PGEH, s'engage à y participer et dans ce cas, évaluer l'admissibilité au financement afin que le Comité exécutif puisse envisager l'approbation d'un changement d'entreprise bénéficiaire;
 - (iii) Faire rapport à la 82^e réunion sur les discussions avec les sociétés de formulation, au sujet des points mentionnés aux alinéas (i) et (ii);
- (c) Approuver la deuxième tranche de la phase II du PGEH pour l'Indonésie et le plan

correspondant de mise en œuvre de la tranche pour 2018-2020, au montant de 2 172 152 \$US, comprenant 753 500 \$S, plus des coûts d'appui d'agence de 52 745 \$US pour le PNUD et 1 276 549 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 89 358 \$US pour la Banque mondiale, étant entendu que le financement approuvé ne serait pas transmis au PNUD et à la Banque mondiale avant l'examen du rapport de vérification pour 2016 et 2017 par le Secrétariat et la confirmation que le gouvernement de l'Indonésie respecte le Protocole de Montréal et l'Accord conclu entre le gouvernement et le Comité exécutif ; et

- (d) Si le rapport de vérification pour 2016 et 2017 n'est pas soumis d'ici le 31 juillet 2018, le financement approuvé pour la deuxième tranche sera retourné au Fonds multilatéral et la demande de financement pour la deuxième tranche de la phase II, avec le rapport de vérification, sera soumise de nouveau lors d'une prochaine réunion.
-